

L'extrême-droite, en tête des sondages pour les élections fédérales du 29 septembre en Autriche

6 346 029 Autrichiens (dont 62 651 résidant à l'étranger), soit un peu moins que lors des précédentes élections fédérales de 2019, sont appelées aux urnes le 29 septembre pour renouveler les 183 membres du Conseil national (*Nationalrat*), chambre basse du parlement national. Seuls 3 des 9 *Länder* que compte le pays possèdent plus d'un million d'électeurs : la Basse-Autriche Vienne et la Haute-Autriche.

L'Autriche a modifié sa loi électorale au début de l'année 2023, introduisant entre autres la possibilité d'un vote par anticipation au cours des trois semaines précédant la date du scrutin. La majorité des « grands » partis politiques étaient favorables à cette réforme.

9 partis politiques présentent des candidats dans l'ensemble des 9 *Länder* : le Parti populaire (ÖVP) du chancelier sortant Karl Nehammer ; le Parti social-démocrate (SPÖ) conduit par Andreas Babler ; le Parti de la liberté (FPÖ), dirigé par Herbert Kickl ; Les Verts-L'Alternative verte (DG), membres de la coalition gouvernementale sortante et dont Werner Kogler est le porte-parole ; NEOS-Nouvelle Autriche (NEOS), dirigé par Beate Meinl-Reisinger ; le Parti communiste (KPÖ) de Günther Hopfgartner, qui n'a plus de représentation au Conseil national depuis le milieu des années 1950 ; le Parti de la bière (BIER) de Dominik Wlazny, surnommé Marco Pogo, leader du groupe punk Turbobier (chanteur et guitariste), qui appelle à une « dépolitisation de la politique » ; la Liste Madeleine Petrovic, parti créé par une ancienne membre des Verts, opposée à l'aide à l'Ukraine, et enfin Keine von denen Parti (KEINE), qui est le nom que Der Wandel (Le changement) a pris pour le scrutin afin de constituer un choix pour les électeurs qui ne se reconnaissent dans aucun des partis en lice.

3 autres partis concourent dans au moins un *Land* : Menschen, Freiheit, Grunrechte (MFG) dans 7 *Länder*

tout comme Stimmen gegen den Völkermord (GAZA) et Die Gelben (BGE) dans le seul Burgenland.

LE PARTI DE LA LIBERTÉ A-T-IL DÉJÀ GAGNÉ ? LA BATAILLE DES SONDAGES

Le Parti de la liberté (FPÖ) est en tête des sondages depuis la fin de l'année 2022. La dernière enquête d'opinion réalisée début septembre par l'institut Market-Lazarsfeld le crédite de 28% des suffrages devant le Parti populaire (ÖVP, qui en recueillerait 26%, et le Parti social-démocrate (SPÖ), 20%. NEOS-Nouvelle Autriche est crédité de 10%, Les Verts-L'Alternative verte (DG) de 7%. 2 autres partis pourraient entrer au Conseil national : le Parti de la bière, qui recueillerait 4%, et le Parti communiste, 3%.

Ce même institut a également réalisé un sondage sur le dirigeant de parti le plus à même d'être élu chancelier (dans l'hypothèse d'un vote direct). Les personnes interrogées ont placé le dirigeant du Parti de la liberté Herbert Kickl en tête (22% de voix) devant le chancelier sortant Karl Nehammer (18%). Enfin, le Parti de la liberté a créé l'événement le 9 juin en remportant pour la première fois de son histoire les élections européennes. Il a recueilli 25,36% des suffrages et conquis 6 sièges au parlement de Strasbourg (+3 par rapport au précédent scrutin européen du 26 mai 2019). Il a devancé de peu le Parti populaire, qui a obtenu 24,52% et 5 élus (- 2).

Le Parti de la liberté prospère sur l'exploitation de l'insatisfaction d'une grande partie des Autrichiens à l'égard des hommes politiques, insatisfaction qui est au plus haut depuis 2018. Il s'appuie sur les frustrations exprimées par la population et produit un discours antisystème. Nationaliste, il déploie des opinions hostiles à l'immigration et à l'islam et se pose en défenseur du patriotisme. « *Les électeurs du FPÖ votent pour exprimer une forme de mécontentement, voire de désamour par rapport au fonctionnement actuel de la démocratie* » a déclaré Benjamin Biard, chercheur du Centre de recherche et d'information socio-politiques. « *Pour les électeurs, la mission du Parti est de donner un coup de pied aux fesses de l'establishment* » a confirmé Harald Vilimsky, député européen.

Le programme du FPÖ s'intitule *Forteresse Autriche, forteresse de la liberté*. Il prévoit de réduire aux seuls soins « élémentaires » ceux accordés aux immigrés illégaux et aux demandeurs d'asile et il s'oppose au regroupement familial des migrants déjà présents en Autriche. « *Nous avons besoin d'une remigration* » a souligné Herbert Kickl. Il propose également une baisse de l'impôt sur les sociétés comme des charges salariales, deux mesures que l'on trouve dans le programme de l'ÖVP. Cette proximité des programmes économiques des deux partis situés à droite ne peut qu'inciter les électeurs de l'ÖVP à se détourner de ce parti pour voter plus à droite.

En matière de politique étrangère, le FPÖ défend une position de neutralité dans la guerre qui oppose la Russie à l'Ukraine et il est opposé aux sanctions appliquées à la Russie. Ses relations avec Moscou sont devenues officielles en 2016 lorsque Norbert Hofer (FPÖ) est arrivé en tête du 1er tour de l'élection présidentielle (35,05% des suffrages devant Alexander Van Der Bellen, finalement élu au 2e tour). L'accord de coopération signé entre le FPÖ et Russie unie (ER), parti de Vladimir Poutine, a été renouvelé et court jusqu'en 2026. Herbert Kickl a indiqué que Vienne cessera toute aide financière à Kiev si le FPÖ arrive au pouvoir. « *Nous défendons une politique active de paix et de neutralité. Les*

versements au Fonds de paix de l'Union européenne devraient être arrêtés et l'Autriche devrait utiliser son argent pour sa propre armée ».

QUEL(S) PARTENAIRE(S) POUR LE PARTI DE LA LIBERTÉ ?

Si l'on en croit les enquêtes d'opinion, la coalition gouvernementale la plus probable à l'issue du scrutin du 29 septembre rassemblerait une alliance entre le FPÖ et l'ÖVP. Ces 2 partis ont dirigé le pays ensemble à plusieurs reprises ; 2000-2005 et 2017-2019). Par ailleurs, les 2 partis sont plus proches qu'ils ne l'ont jamais été. Reste la question Herbert Kickl. En effet, une partie des membres de l'ÖVP, dont le chancelier sortant Karl Nehammer, refuse de s'unir au dirigeant d'extrême-droite.

Autre possibilité mise en avant par de nombreux responsables politiques : une coalition rassemblant 3 partenaires, soit l'ÖVP, le SPÖ et NEOS-Nouvelle Autriche. Depuis 2019 cependant, plusieurs partis, dont Menschen, Freiheit, Grunrechte ou le Parti de la bière, ont fait leur apparition sur la scène politique et ces partis pourraient obtenir un résultat suffisamment élevé le 29 septembre pour rendre difficile la formation d'une telle coalition gouvernementale.

Le FPÖ a donc un problème de taille. *A priori*, personne ne veut participer à une coalition gouvernementale qui serait conduite par Herbert Kickl. L'ÖVP décline par avance toute participation à un gouvernement conduit par son dirigeant et reproche à Herbert Kickl d'être beaucoup plus radical que ses prédécesseurs, une radicalité qui lui réussit si l'on en croit les enquêtes d'opinion. Karl Nehammer l'a même qualifié de « *risque pour la sécurité du pays* ».

Selon de nombreux analystes politiques, la méfiance du chancelier sortant pour Herbert Kickl s'explique sans doute par la situation à laquelle a dû faire face Karl Nehammer lorsqu'il a succédé au dirigeant d'extrême-droite au ministère de l'Intérieur en 2019. Il a été dit qu'à cette époque la méfiance à l'égard de l'Autriche était à son maximum parmi

les alliés de la république alpine, Herbert Kickl ayant été accusé d'avoir fourni des informations confidentielles à la Russie.

Herbert Kickl se dit confiant sur le fait que l'ÖVP acceptera de s'allier comme il l'a fait l'an passé à l'issue des élections régionales qui se sont déroulées en Basse-Autriche (29 janvier 2023) puis à Salzbourg (23 avril 2023) après avoir affirmé le contraire durant toute la campagne électorale dans ces 2 *Länder*.

Ancien ministre de l'Intérieur (2017-2019), Herbert Kickl a remplacé Norbert Hofer à la tête du FPÖ en juin 2021. Il défend des positions très radicales qui en font une personnalité controversée. Ainsi, il aime à dire qu'il souhaite devenir le « chancelier du peuple », une expression utilisée par les nazis.

Le président de la République Alexander Van Der Bellen a d'ailleurs indiqué que rien ne l'obligeait à nommer Herbert Kickl au poste de chancelier si le FPÖ arrivait en tête des élections fédérales. Le chef de l'Etat reproche au dirigeant d'extrême-droite sa position « anti-européenne » et son refus de condamner l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes. Il a évoqué la possibilité de lui préférer une autre personnalité, plus modérée, issue du FPÖ.

DES AFFAIRES

Le 29 avril dernier, une enquête a été ouverte pour corruption contre Herbert Kickl et d'autres membres du Parti pour des faits remontant aux années 2017, 2018 et 2019. Le dirigeant d'extrême-droite est soupçonné d'avoir, en tant que ministre de l'Intérieur, commandé des encarts publicitaires à un important groupe de presse aux frais de l'Autriche. En échange, les médias concernés s'étaient engagés à une couverture favorable au parti d'extrême-droite dirigé à l'époque par Hans-Christian Strache. Cependant, cette affaire n'a entaché en rien la popularité dont jouit Herbert Kickl. Pas plus que ne l'avait fait ce que l'on a appelé l'Ibizagate en 2019. Le 17 mai 2019, deux médias allemands - *Der Spiegel* et *Die Süddeutsche Zeitung* -, diffusaient une vidéo dans laquelle on voyait Heinz-Christian

Strache, vice-chancelier, ministre de la Fonction publique et des Sports et dirigeant du FPÖ, et Johann Gudenus, chef du groupe parlementaire, filmés à leur insu dans une villa d'Ibiza en 2017 en train de négocier (avec une femme qui se faisait appeler Alyona Makarova et qui affirmait être la nièce de l'oligarque russe du gaz, Igor Makarov) un accès privilégié aux marchés publics autrichiens via la création d'une société de BTP en échange d'un soutien financier de sa part au FPÖ afin que celui-ci puisse acheter *Die Kronen Zeitung*, l'un des plus grands quotidiens autrichiens. A plusieurs reprises, la femme expliquait que les fonds qu'elle pouvait verser émanent de malversations financières. Ce scandale avait entraîné la démission de Hans-Christian Strache et la chute du gouvernement de Sebastian Kurz (ÖVP) « *L'explication réside dans le fait que les partis d'extrême-droite ont pris l'habitude de se présenter comme victimes du système dans sa globalité. Appuyer sur ce point peut sinon le renforcer du moins leur permettre de mieux asseoir ce discours de victimisation* » a indiqué Benjamin Biard, politologue.

DU CÔTÉ DU PARTI POPULAIRE ET DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE

L'ÖVP a subi le 9 juin sa première défaite aux élections européennes, battu par l'extrême-droite. La coalition dirigée par le chancelier sortant Karl Nehammer a connu de nombreux moments de tension au cours de la législature. Le dernier en date a eu lieu lorsque la ministre du Climat, de l'Environnement, de l'Energie, des Mobilités, de l'Innovation et de la Technologie, Leonore Gewessler (DG), a voté en faveur de la loi sur la restauration de la nature lors du conseil des ministres de l'Environnement de l'Union européenne. Le texte, qui est l'un des piliers du pacte vert pour l'Europe prévoit la restauration d'au moins 20% au moins des espaces maritimes et terrestres de l'Union européenne d'ici à 2030 et de tous les écosystèmes dégradés d'ici à 2050. La ministre a décidé d'aller à l'encontre de la position défendue par son gouvernement. « *Quand il en va de la santé et du bonheur des futures générations, il faut prendre des*

Élections fédérales en Autriche

29 septembre 2024

décisions courageuses » a-t-elle déclaré. L'ÖVP est défavorable à la loi sur la restauration de la nature et met en avant des problèmes de financements, de sécurité alimentaire et de production agricole pour justifier son opposition. Le Chancelier sortant Karl Nehammer a qualifié l'action de sa ministre d'« inacceptable » et d'« inconstitutionnelle ». Il a néanmoins refusé de s'en séparer et de convoquer des élections fédérales anticipées, déclarant qu'il souhaitait « éviter le chaos ».

L'ÖVP pâtit également des mauvais résultats économiques de l'Autriche. Le chômage est en hausse (5,3% prévu cette année), le taux d'inflation (7,7% en 2023) est supérieur à la moyenne européenne (6,4%) et les économistes anticipent un faible taux de croissance pour 2024. La République alpine souffre de la mauvaise santé de sa voisine allemande à laquelle elle est fortement connectée. Le parti du chancelier sortant s'est, au fil du temps, rapproché du FPÖ sur les thèmes de l'immigration, de l'asile et de l'islam, notamment lorsque les 2 partis ont gouverné ensemble. L'ÖVP, est favorable à l'externalisation de la politique d'immigration et d'asile, au traitement de cette dernière par des centres hors des frontières de l'Union européenne et le Chancelier sortant Karl Nehammer soutient le plan voté par le Royaume-Uni de déporter les demandeurs d'asile vers des pays tiers « sûrs ». L'ÖVP souhaite rendre impossible l'accès des immigrés au système de prestations sociales avant 5 années de résidence et confisquer les objets de valeur des demandeurs d'asile à leur arrivée en Autriche pour couvrir les coûts de leur accueil.

Le SPÖ a élu son nouveau dirigeant Andreas Babler le 3 juin 2023. L'homme met en garde contre le danger que représenterait une coalition gouvernementale conduite par le FPÖ. Il a pris ses distances par rapport aux appels à une plus grande fermeté à l'égard des immigrés et des demandeurs d'asile, à une demande de contrôles frontaliers plus stricts et à l'établissement d'une Europe forteresse, qui figurent au programme de ses principaux adversaires. « *Herbert Kickl est un admirateur de Viktor Orban et il veut introduire la démocratie*

illibérale en Autriche (...) La politique de Viktor Orban est celle d'une Europe de murs et d'isolement dans laquelle le droit d'asile est bafoué » a souligné Andreas Babler, qui souhaite une gestion plus humaine de l'immigration.

Le SPÖ veut accélérer les procédures d'admission des demandeurs d'asile et demande une plus juste distribution des réfugiés dans les Etats membres de l'Union européenne, ce qui signifie la mise en place de sanctions pour les pays qui refusent de les accueillir. 45 personnes ont demandé l'asile en Hongrie l'an dernier pour 60 000 en Autriche. Selon le Parti social-démocrate, de telles mesures permettraient de réduire de 75% le nombre de demandes d'asile. Le parti demande aussi le prolongement de l'année d'intégration obligatoire imposée aux réfugiés pour que ceux-ci puissent se familiariser avec la langue allemande et les valeurs de la République d'Autriche.

Selon le politologue Peter Filzmaier, l'immigration et les questions de sécurité vont dominer la campagne électorale à venir. Le thème de l'inflation, favorable au Parti social-démocrate, est en perte de vitesse en raison des hausses de salaire accordées au cours des derniers mois.

LE SYSTÈME POLITIQUE AUTRICHIEN

Le parlement autrichien est bicaméral. Il comprend la chambre basse, le Conseil national (*Nationalrat*), qui regroupe 183 députés élus pour 5 ans, et la chambre haute, le Conseil fédéral (*Bundesrat*) ou chambre des *Länder*, dont les compétences sont limitées et qui rassemble les 64 représentants des 9 *Länder* que compte le pays.

Les membres du Conseil national sont élus au scrutin majoritaire à Vienne comme dans le *Land* du Vorarlberg et au scrutin proportionnel au sein des 7 autres *Länder*. Chacune des régions désigne entre 7 et 36 députés. Chaque électeur dispose de 2 voix : l'une pour se prononcer au niveau national en faveur d'un parti et l'autre pour désigner au sein d'une circonscription locale un candidat en particulier.

La répartition des sièges s'effectue selon la méthode Hare dans les circonscriptions régionales et provinciales et selon la méthode d'Hondt au niveau fédéral. Un parti qui présente des candidats sur l'ensemble du territoire doit impérativement recueillir au moins 4% des suffrages exprimés ou encore un mandat direct - soit environ 25% des voix dans l'une des 43 circonscriptions régionales - pour entrer au parlement.

Le jour des élections, il revient à chaque municipalité de décider de l'heure d'ouverture et de fermeture des urnes. Enfin, depuis le 28 septembre 2008, les Autrichiens peuvent voter à tous les scrutins dès l'âge de 16 ans.

Les partis politiques possédant moins de 3 sièges au Conseil national doivent, pour participer au scrutin législatif, recueillir les signatures d'au moins 2 600 électeurs. Celles-ci doivent obligatoirement venir de l'ensemble de l'Autriche et être réparties comme suit : un minimum de 500 en Basse-Autriche et à Vienne, de 400 en Haute-Autriche et en Styrie, de 200 en Carinthie, au Tyrol et à Salzbourg et de 100 dans le Burgenland et le Vorarlberg.

Le Conseil fédéral (*Bundesrat*) représente les *Länder*. Chaque *Land* est administré par un gouvernement (*Landesregierung*) et une Diète (*Landtag*). Les *Länder* sont compétents dans tous les domaines ne relevant pas expressément de l'Etat fédéral : l'aménagement du territoire, la protection de l'environnement, l'occupation des sols, les transports. Chaque *Land* désigne (au scrutin proportionnel) un nombre de représentants proportionnel à sa population (au minimum 3) pour

siéger à la chambre haute. Vienne, qui constitue la région la plus peuplée, compte 12 représentants au sein du Bundesrat. La présidence du Bundesrat revient à un *Land* différent tous les six mois, ceux-ci se succédant selon l'ordre alphabétique.

Enfin, les Autrichiens élisent leur président de la République au suffrage universel tous les 6 ans. Alexander Van der Bellen, chef de l'Etat sortant, a été réélu à la tête de l'Etat dès le 1er tour de scrutin le 9 octobre 2022, recueillant 56,69% des suffrages. Il a devancé Walter Rosenkranz (FPÖ) et *ombudsman* du Conseil national, qui a obtenu 17,68% des voix. La participation s'est établie à 65,19%.

5 partis politiques sont représentés dans l'actuel Conseil national :

- le Parti populaire (ÖVP), parti de centre droit, créé en 1945 et dirigé par le chancelier sortant Karl Nehammer, possède 71 sièges ;
- le Parti social-démocrate (SPÖ), fondé en 1889 et conduit depuis juin 2023 Andreas Babler, compte 40 députés ;
- le Parti de la liberté (FPÖ), parti d'extrême-droite créé en 1956 et conduit par Herbert Kickl, possède 31 sièges ;
- Les Verts-L'Alternative verte (DG), membre de la coalition gouvernementale sortante et dont Werner Kogler est le porte-parole, compte 26 élus ;
- NEOS-Nouvelle Autriche (NEOS), parti libéral fondé en 2012 et dirigé par Beate Meini-Reisinger, possède 15 sièges.

Élections fédérales en Autriche

29 septembre 2024

06

Résultats des dernières élections fédérales du 29 septembre 2019 en Autriche

Participation : 75,07%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti populaire autrichien (ÖVP)	1 780 976	37,54	71
Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ)	1 006 749	21,22	40
Parti de la liberté (FPÖ)	769 187	16,21	31
Les Verts-L'Alternative verte (DG)	654 961	13,80	26
NEOS-Nouvelle Autriche (NEOS)	382 329	8,06	15
Autres	150 294	3,17	0

Source : https://www.bundeswahlen.gv.at/2019/card_total_ov_0.html

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2024

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.